

DISCOURS
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
DENIS SASSOU-N'GUESSO,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
A L'OCCASION DU SOMMET MONDIAL
SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Rome, 16-18 novembre 2009

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement,

Monsieur le Directeur Général de la FAO,

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs.

Nous voici, une fois de plus, réunis à Rome pour un
sommet mondial sur la sécurité alimentaire.

Ce sommet, en lui-même, témoigne des difficultés
qu'éprouve encore la communauté internationale à
éradiquer la faim dans le monde et à atteindre le
premier objectif de la Déclaration du millénaire pour le
Développement.

Il suffit de constater que, de la conférence de Haut
Niveau de l'année dernière à ce jour, le nombre de
personnes, victimes de la faim, a augmenté, jusqu'à
crever le plafond psychologique du milliard.

Désormais, un (1) habitant de la planète sur six (6)
souffre de la faim.

On peut aussi constater qu'un consensus entre tous les participants à cette conférence avait été établi pour dire, avec Monsieur Jacques DIOUF, Directeur Général de la FAO, que le temps du verbe était passé et qu'était venu celui de l'action.

Aujourd'hui, la menace grandissante de la faim nous condamne effectivement à agir de manière plus résolue qu'avant. Parce que face à l'ampleur de la tragédie, notre pire ennemie c'est la résignation.

Mais refuser le fatalisme ne suffit pas pour éradiquer le fléau de la faim dans le monde. Il faut, en plus, que notre détermination se transforme en une série d'actes concrets, tous aussi cohérents qu'efficaces.

Oui, des actes concrets pour lutter contre la crise économique et financière car, la baisse des revenus et la perte d'emplois qu'elle génère occasionnent l'érosion du pouvoir d'achat des populations, réduisant ainsi, de manière drastique, leur accès à la nourriture.

Des actes concrets contre le changement climatique dans la mesure où, en affectant les écosystèmes, le dysfonctionnement écologique anéantit la capacité de l'Homme à produire, et donc à se nourrir.

Des actes concrets visant à instaurer un juste équilibre entre la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique ; entre la production des cultures vivrières et celle des cultures de rente, notamment les cultures destinées aux biocarburants.

Des actes concrets, enfin, contre les subventions agricoles excessives accordées par les pays industrialisés à leurs agriculteurs, étranglant, de ce fait, l'agriculture des pays en développement.

Mesdames et Messieurs,

L'initiative de l'organisation de ce sommet par Monsieur le Directeur Général Jacques DIOUF et la FAO mérite donc d'être saluée. Au nom du Congo, je les en remercie et les félicite chaleureusement, au moins pour les deux raisons suivantes :

Premièrement : l'échec des politiques alimentaires incombe à l'homme et il appartient à l'homme de relever le défi de la sécurité alimentaire.

Deuxièmement : la communauté internationale a les moyens de sortir la planète de la crise alimentaire.

Le devoir moral qui nous incombe, en tant que dirigeants du monde, nous soumet à l'obligation d'assurer le droit à l'alimentation de nos Peuples.

C'est ainsi que, pour marquer son époque, ce sommet doit explorer la voie de la concertation sur l'efficacité des politiques alimentaires.

A ce propos, deux pistes me paraissent fécondes :

Il y a d'abord la concrétisation des investissements agricoles. Dans cette perspective, je propose que les efforts nationaux, en la matière, soient complétés par la définition et la mise en œuvre d'un Plan d'urgence au bénéfice des pays en situation de déficit vivrier. Je pense particulièrement à l'Afrique parce qu'elle présente la vulnérabilité comparée la plus forte, mais aussi et surtout parce qu'elle connaîtra, en 2025, la croissance démographique la plus explosive après l'Asie.

Ce Plan d'urgence pourrait être financé par les contributions annoncées à la Conférence de Haut Niveau de 2008 et les produits des initiatives des financements innovants qui sont mises en étude à plusieurs niveaux et l'engagement des 20 milliards de dollars pris par le sommet du G8 de l'Aquila de juillet 2009.

Il y a ensuite la possibilité de faire des Sommets Mondiaux sur la Sécurité Alimentaire des tribunes d'évaluation de ce Plan d'urgence qui gagnera à se doter des critères de performance aussi bien physiques que financiers.

Une telle approche permettra à la communauté internationale de faire la politique des résultats plutôt que celle des moyens. La sécurité alimentaire deviendra de ce fait un débat de stratégie collective et un engagement solidaire à la fois pour les générations actuelles et les générations futures.

Mesdames et Messieurs,

Le défi de l'alimentation de la planète n'a de chance d'être relevé que si les politiques nationales de sécurité alimentaire que nous conduisons mettent en perspective la transformation de nos agricultures en systèmes efficaces de production de nourriture.

Ma conviction est que les changements indispensables dans nos agricultures passent par la réforme des exploitations, des terroirs et de la gestion des filières de création de valeur ajoutée. Il s'agit là, ni plus ni moins, de la nécessité d'une vision de l'avenir de ces agricultures qui permet de conjuguer structuration, innovation et pragmatisme.

Structuration pour favoriser l'autonomie des producteurs et de leurs organisations professionnelles dans les choix de production.

Innovation pour adapter la donne de la modernisation de la production aux exigences des marchés locaux.

Pragmatisme pour privilégier la satisfaction des besoins fondamentaux en produits vivriers dans le contexte du développement des marchés régionaux.

C'est cette vision que mon pays essaie de concrétiser à travers le projet « Nouveaux villages Agricoles », qui a le triple avantage de prendre une promesse pour la valorisation durable du capital naturel, d'automatiser les acteurs de la chaîne de valeur agricole et de créer des opportunités réelles de développement des gains de productivité.

Ma conviction est aussi que les transformations transitoires dans nos agricultures constituent une étape qui permet à la fois de tenir compte des limites des systèmes dominants de production de nourriture et de donner une direction pour les réformes structurelles indispensables.

C'est aussi l'occasion, pour moi, de revenir sur une proposition que j'ai faite, il y a un peu plus d'un an déjà à la tribune de la Conférence de haut Niveau. Cette proposition consistait à inviter les investisseurs et les bailleurs de fonds à s'intéresser à l'exploitation des importantes réserves des potasses du Congo.

J'annonce ici, solennellement, que le processus de mise en valeur de ces réserves a commencé avec la pose de la première pierre, en octobre dernier, du lancement du projet industriel. Le Congo recherche toujours les partenariats actifs pour le financement et l'exploitation de cet intrant déterminant pour le succès des stratégies de rendement des sols. Il est évident que pour faire une bonne agriculture, il faut d'abord une bonne terre.

Telle est la contribution de mon pays à ce Sommet qui se tient au moment où la gouvernance mondiale va entrer dans une profonde mutation, au cours de laquelle le défi de la nourriture risque d'être de plus en plus contraignant avec les tendances actuelles de la démographie, de l'urbanisation, du SIDA, de la pollution et de la pauvreté.

On ne peut pas espérer que le monde changera si nous ne changeons pas nous-mêmes. C'est cet espoir d'un monde qui a aussi la nourriture en partage que ce sommet doit consacrer.

Je vous remercie.